

La crise économique, des Etats-Unis à la Hongrie

Par [JFB](#) le ven 22/02/2008 - 11:09

Des subprimes à la croissance, des Etats-Unis à l'Europe, la crise s'étend. Si les origines de la crise n'ont pas de rapport direct avec la situation économique du pays, il est probable que la Hongrie soit touchée à retardement. Encaissera-t-elle le choc ?



L'économie mondialisée dans laquelle nous évoluons fonctionne par cycles alternant périodes prospères et périodes difficiles. Si nous entrons dans un cycle difficile, on ne peut en comprendre la raison qu'en cherchant à la source, c'est-à-dire la dernière crise. Celle-ci s'est déroulée en deux étapes, de 2000 (crack de la nouvelle économie) à 2001 (11 septembre). Dans les deux cas, les Etats-Unis sont non seulement au centre de la tourmente, mais ils en sont également l'objet. Afin de contrevenir à ces événements qui mettent en péril la puissance économique américaine menacée par les pays émergents, l'économie américaine doit attirer les investissements.

Le plan est simple : favoriser les investissements intérieurs. Puisque l'argent attire l'argent, les investissements directs étrangers (IDE) suivront. Comment le mettre en place ? Selon les deux bras de l'économie keynésienne : le budget et la monnaie. On permet avec le premier l'endettement de ménages de moins en moins solvables pour favoriser la consommation et gonfler le marché immobilier, et, avec la seconde, on injecte de l'argent avec des taux d'intérêts faibles. Il y a pourtant trois risques : le premier, c'est de provoquer l'implosion du système de crédit ; le deuxième c'est de contribuer à la création d'une bulle immobilière et de le faire artificiellement (par interventionnisme étatique et non par mécanique de marché) ; et le troisième est de mettre en danger le dollar comme monnaie forte, voire comme monnaie de référence.

Confirmant les craintes des observateurs, ce début 2008 confirme la réalisation des trois risques. La suite est connue : crise de confiance dans l'économie américaine, rétractation des marchés, peur des investisseurs, thésaurisation de l'argent des ménages, plus de croissance... la récession arrive.

Or, qui dit récession aux Etats-Unis, dit craintes pour l'Europe. Certes, l'économie mondiale est assumée maintenant par les pays émergents dont certains affichent des chiffres de croissance insolents à deux chiffres. Mais l'Europe et les Etats-Unis ont des économies très liées, ce qui fait que la traversée du désert chez l'un provoque des vagues chez les autres. Et l'Europe étant considérée comme suivant son partenaire américain en terme macroéconomique en souffre bien plus que lui.

Quelles conséquences pour le Vieux continent en général et pour la Hongrie en particulier ?

Il convient d'affirmer que si l'Europe est touchée, une récession n'est pas à craindre, et encore moins dans le cas de la Hongrie qui, à l'instar des économies en transition post-socialiste, affiche une croissance supérieure à celle des pays développés (1,9% pour la France en 2006 contre 3,9% pour la Hongrie). Néanmoins, un ralentissement de la croissance sera très certainement encaissé, et avec des conséquences assez fâcheuses sur l'économie nationale.

Il est probable en effet que nous assistions à un encaissement reproduisant à l'inverse le phénomène générateur de la crise aux Etats-Unis. Le premier pas sera certainement la diminution des IDE, suivi de près, et par voie de conséquence, par la baisse des investissements nationaux. Dans une économie en transition, les premiers sont liés aux seconds, la création de valeur étant souvent exogène puisque l'accent n'est mis ni sur un entrepreneuriat suractif, ni sur la recherche et le développement. En revanche, l'inflation devrait se maintenir puisque les prix sont en rattrapage actif des pays ouest-européens. Ces deux phénomènes, baisse de la croissance et maintien de l'inflation produiront deux effets néfastes qui se ressentiront certainement au sein de la population.

La baisse de la croissance empêchera l'Etat de réduire les 7,5% de chômage enregistrés en 2006, et limitera les entreprises dans la hausse des salaires qui, normalement, devraient suivre l'inflation. Le second effet est que ces deux effets cumulés, maintien de l'inflation et baisse des investissements (et donc de la demande en monnaie) pourraient maintenir la dégringolade du forint.

Les réformes structurelles du gouvernement s'en verront limitées, l'objectif de l'adoption de l'euro ayant été le principal facteur ces dernières années. Or, si les réformes ralentissent, c'est un frein secondaire aux IDE, surtout dans une économie grise. Ce phénomène, si les ménages sont exsangues, se réduira par ailleurs

d'autant moins.

Au regard de ces difficultés, et vu la marge de manœuvre limitée du gouvernement en terme économique, il n'y aura alors que deux possibilités. Soit le gouvernement hongrois, longtemps considéré comme bon élève de la zone par l'Union européenne et l'OCDE, devra faire appel à une aide spéciale de bailleurs de fonds internationaux, soit il faudra un aménagement, voire des aides, de l'UE pour que le pays puisse réduire son solde public négatif, favoriser les investissements, et ainsi enclencher un cycle vertueux. Mais la viabilité de celui-ci dépendra pour beaucoup de la conjoncture européenne. Indiscutablement, la transition économique hongroise est loin d'être un long fleuve tranquille.

Péter Kovács

•

Catégorie

Agenda Culturel